

La dette internationale : une bombe à retardement

Partage international n° [197](#) - Février 2005

par James Bernard Quilligan

En 1977, l'ancien chancelier allemand Willy Brandt avait réuni un groupe d'anciens chefs d'Etat et de personnalités mondiales de premier plan afin d'examiner « l'échec de l'économie mondiale et les problèmes qui accablent les pays en développement ». Plus de vingt ans après la publication du Rapport Nord-Sud : un programme pour la survie (1980) et de son complément : la Crise internationale : la coopération Nord-Sud pour reconstruire le monde (1983). James Quilligan propose une analyse approfondie de l'histoire économique depuis la Seconde Guerre mondiale, et établit les liens avec les solutions que la Commission Brandt a préconisées, et dont l'application est plus que jamais indispensable aujourd'hui.

On compare la dette internationale à une bombe à retardement qui va exploser, mais personne ne sait quand ni comment. Les experts financiers étant incapables de prévoir l'éclatement d'une crise majeure, la confusion qui règne au sein du grand public sur ce sujet est bien compréhensible. L'idée de perdre toute leur richesse en cas d'effondrement financier mondial leur paraît si accablante que nombreux sont ceux qui refusent de prendre en considération tous les mécanismes qui entretiennent la « bombe de la dette » et les actions qui seraient nécessaires pour la désamorcer.

Sur le plan individuel, de nombreuses personnes se montrent perplexes quant à la signification de leur endettement. Il y a seulement trois générations, celui qui se rendait « coupable » d'endettement était traité avec mépris et se voyait fermer l'accès à nombre d'opportunités économiques et sociales dévolues aux citoyens solvables. Aujourd'hui, ne disposer d'aucune ligne de crédit constitue une marque de désaveu de la part du marché. Quelle est l'origine de ce changement culturel ?

Au cours des trente dernières années, un changement fondamental de la finance internationale

a transformé le crédit bancaire de moyen banal de financement du développement local et de remboursement de dettes antérieures, en un moteur majeur de la croissance économique mondiale. Tout comme les gouvernements occidentaux ont modifié leurs stratégies fiscales d'équilibre budgétaire en politique de déficit et d'expansion monétaire, ceux qui croyaient en la vertu de la gestion ordonnée et précautionneuse de leurs économies se voient désormais offrir instantanément moult crédits et facilités de paiement. Emprunter n'est plus un acte honteux, il est salutaire. Mais comment l'histoire jugera-t-elle cette période de largesse financière ? La dette est-elle réellement bonne pour l'économie ? Et qu'en est-il vraiment de cette « bombe de la dette » ?

L'expression « dette mondiale » est habituellement associée aux crédits douteux accordés aux pays en développement et aux défauts de paiement, ainsi qu'aux pertes supportées par les créanciers internationaux. La commission Brandt affirmait que « le cœur du problème de la dette est qu'une large part des fonds sont prêtés selon des termes désavantageux pour les débiteurs, tant du point de vue des capacités de retour sur investissement des projets financés, que du temps nécessaire aux pays endettés pour ajuster les déséquilibres structurels de leurs comptes extérieurs ». [N-S, 223]

Comme le volume de la dette du tiers monde a quadruplé au cours des deux dernières décennies, un cercle élargi de dépositaires se trouve désormais exposé au risque d'insolvabilité des Etats. Lors de la crise latino-américaine des années 1980, la dette des pays défaillants était détenue par les banques internationales, qui endossèrent l'essentiel des pertes. Dans la crise asiatique des années 1990, les prêts défaillants étaient aux mains des banques, des compagnies d'assurance, des fonds mutuels, des fonds de pension, c'est-à-dire de millions d'investisseurs. Les plans de sauvetage du FMI mobilisèrent principalement les deniers du G7. Désormais, avec la dérégulation croissante du commerce mondial, de la finance et des transactions en devises, la poudrière de la dette internationale se trouve aux portes du plus grand débiteur du monde : les Etats-Unis ; et du fait que la prochaine crise majeure pourrait impliquer non seulement les institutions de crédit et d'investissements, mais également les banques centrales et leurs devises,

toute personne qui recourt à l'argent sur la surface du globe pourrait s'en trouver affectée.

Une économie vulnérable

La dette extérieure actuelle des Etats-Unis se monte à trois trillions de dollars – soit un niveau équivalent à la dette de l'ensemble des pays sous-développés. Mais comme le dollar sert de devise de référence pour tous les pays – ce qui permet aux Etats-Unis d'emprunter dans leur propre monnaie et d'influencer les taux de change et les taux d'intérêt du monde à leur avantage – les intérêts de la dette américaine représentent un poids bien moindre que ceux des pays en développement. En d'autres termes, la dette américaine est largement subventionnée par les prêts et les investissements en dollar des autres pays. Les Etats-Unis ne sont pas peu fiers de leur indépendance politique par rapport aux forces de la mondialisation et au multilatéralisme, mais leur économie est la plus dépendante du monde. Et avec une bulle de la dette du tiers monde très étroitement imbriquée dans la bulle de la dette américaine, une crise du crédit dans une zone du monde se propagerait rapidement aux deux hémisphères.

Aujourd'hui, l'économie mondiale est vulnérable à plusieurs titres. De nombreuses menaces s'amoncellent :

- une pauvreté abjecte dans de nombreuses parties du monde ;
- l'instabilité générale liée au terrorisme, à la guerre, aux prix élevés du pétrole, au ralentissement du commerce et à un marché de l'immobilier surévalué ;
- la crise de la dette publique et les faiblesses structurelles du système bancaire dans un Japon en déflation ;
- le désordre politique au Moyen-Orient ;
- la dette bancaire du Sud-Est asiatique et la fragilité de son système financier ;
- l'insolvabilité des banques publiques chinoises ;
- la récession en Europe ;
- la faiblesse des devises et la récession en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Paraguay et en Colombie ;
- le déficit du commerce et le fardeau de la dette des Etats-Unis.

Ce recensement n'est pas exhaustif. La déflation ou la dévaluation monétaire de ces régions, ou d'autres,

pourrait contaminer toute la finance mondiale et entraîner un mouvement de panique et d'hypervolatilité des capitaux dans le monde entier. La somme nécessaire pour monter une opération de sauvetage au secours de cette troisième crise de la dette serait colossale, en particulier si les pays développés rejoignent cette fois le rang des victimes. Alors que les principaux pays développés ont été relativement préservés lors des crises précédentes en Amérique latine et dans le Sud-Est asiatique, plusieurs facteurs érodent désormais cette protection.

Au cours des vingt dernières années, il s'est toujours trouvé un marché suffisamment fort dans le monde pour pallier à la récession générale et importer des produits, sauvant ainsi les autres économies du marasme. Après la crise internationale des devises de 1997 et 1998, les Etats-Unis sont devenus le consommateur en dernier ressort, épargnant au monde une récession économique. Mais tandis que de nombreux pays lorgnent vers une économie américaine évaluée à 10 trillions de dollars, en espérant le démarrage d'un nouveau cycle d'expansion, l'Histoire risque de ne pas se répéter.

Bien que les Etats-Unis restent au centre du commerce et de l'investissement mondial, leur économie s'est récemment montrée atone. La baisse du dollar a permis de rendre plus attractives certaines exportations américaines sur les marchés mondiaux, mais nombre de fabricants américains font encore face à une concurrence âpre des importations en provenance de pays asiatiques dont les devises sont arrimées au dollar. Les consommateurs américains continuent à emprunter et à dépenser, mais moins vigoureusement, du fait du chômage grandissant, de l'accroissement de la dette des ménages et d'un faible taux d'épargne. Les dépenses des ménages et l'investissement offrent également un profil bas dans le monde entier. A l'exception de la Chine, l'industrie mondiale ne travaille qu'aux deux tiers de ses capacités. Les taux de croissance du commerce international sont au plus bas depuis deux décennies, avec seulement 1 % en 2001 et 3 % en 2002, à comparer avec un taux de 12 % en l'an 2000. La crainte du terrorisme et de la guerre a également eu un impact estimé à 5 % sur la croissance du commerce international en 2003.

Avec la forte érosion de sa base industrielle, l'Amérique a commencé à connaître un déficit extérieur au cours des années 1980. Parce qu'ils exportent la moitié de ce qu'ils importent, les Etats-Unis empruntent désormais deux milliards de dollars par jour dans le monde afin de financer leur appétit pour les produits et les services étrangers. En

conséquence, l'épargne domestique américaine est éclipsée par les investissements étrangers aux Etats-Unis, amenant certains économistes à avoir des craintes sur la durabilité du déficit courant de la balance des paiements (une statistique qui combine la différence entre les exportations et les importations américaines, plus les intérêts de la dette que les Etats-Unis doivent aux pays étrangers sur des prêts antérieurs). Cet énorme déficit du compte courant (600 milliards de dollars) s'additionne à l'énorme dette contractée par le secteur privé américain (5 000 milliards de dollars) et au gonflement du déficit fédéral (455 milliards de dollars en 2003), et devient une menace non négligeable pour l'économie mondiale.

Un risque de fuite des capitaux

Que se passera-t-il si les Etats-Unis perdent leur réputation de havre mondial pour l'investissement sûr ? Les investisseurs étrangers qui détiennent quelque 8 000 milliards de dollars d'actifs sur le sol américain, scrutent attentivement les ternes résultats des entreprises américaines, les faibles taux d'intérêt, et tous les autres signes de faiblesse monétaire ou de dévaluation d'actif. Le capital étranger a déjà commencé à refluer des Etats-Unis pour diverses raisons :

- l'effondrement du marché de la nouvelle économie des sociétés « .com » ;
- la fraude comptable de certaines grandes entreprises ;
- l'insoutenable expansion du crédit ;
- les crises budgétaires des Etats ;
- la déréglementation effrénée et la suppression des filets de sécurité des prestations sociales ;
- les réductions d'impôts censées réduire la taille du gouvernement fédéral, mais qui n'empêchent pas son gonflement réel à travers un accroissement des dépenses publiques ;
- le surengagement militaire américain et son unilatéralisme.

On s'inquiète de plus en plus, dans le monde entier, de voir que l'économie américaine hautement endettée pourrait ne pas être capable d'honorer le service de sa dette indéfiniment. Même si les Etats-Unis pouvaient continuer à accroître leurs emprunts et différer l'ajustement inévitable des termes de leur commerce extérieur et des déséquilibres financiers et monétaires avec les autres pays, les investisseurs

internationaux ne vont probablement pas accepter d'endosser encore et toujours les montants considérables de la dette américaine. Si la perception d'un risque lié à la dette américaine et à la dévaluation du dollar s'affirme, et si un nombre suffisant d'investisseurs étrangers transfèrent leurs fonds des marchés financiers américains vers des options plus attractives telles que des actifs libellés en euro, la valeur du dollar pourrait bien sombrer rapidement. Les marchés financiers plongeraient alors imparablement, les liquidités se raréfieraient et la bulle du marché de l'immobilier éclaterait. L'économie américaine serait stoppée, générant des effets déstabilisateurs sur toute la surface du globe. Dans les pays en développement, un effondrement du dollar assécheraient le commerce et provoquerait la hausse des taux d'intérêt, la réduction des investissements étrangers, ainsi que la diminution de la production. Avec un effondrement de la demande américaine, les pays qui exportent aux Etats-Unis se trouveraient dans l'incapacité de payer le service de leur dette, notamment auprès des institutions financières américaines, accentuant le risque d'un effondrement du dollar.

Qui remplacera l'Amérique pour tirer la croissance mondiale ? L'Europe et le Japon flirtent avec la récession, et n'offrent pas de perspective d'un redressement prochain. L'Asie, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Afrique, tous fortement dépendants de la croissance dans les pays riches, se débattent également avec la récession. Bien que les entreprises internationales jouissent maintenant d'un accès plus aisé au milliard trois cents millions de consommateurs chinois, et malgré l'explosion des exportations chinoises et de l'exceptionnel taux de 8 % de croissance de l'économie domestique, le pouvoir d'achat des Chinois reste relativement atone du fait d'une sous-évaluation de leur monnaie (le yuan), des restrictions imposées par le gouvernement sur le commerce et l'investissement national, et à cause d'un arriéré de dette de plus de 550 milliards de dollars dû aux banques publiques (50 % des crédits en cours en Chine sont irrécouvrables). En Chine, la faiblesse des salaires entraîne une déflation à l'échelle mondiale en provoquant la baisse des prix à l'exportation, contraignant les fabricants étrangers à réduire leurs propres prix pour rester compétitifs.

On attend un redémarrage d'une consommation déprimée et un renflouement de l'investissement, mais les économistes parient plutôt pour une augmentation du chômage, une croissance étale, et une volatilité accrue des devises. Sans un chevalier blanc pour stimuler l'investissement mondial, la surcapacité de production et la léthargie de la consommation pourraient entraîner une spirale

déflationniste des prix, de la demande, qui engloutirait progressivement toutes les économies.

Les Etats-Unis dépendent des capitaux étrangers

Les Etats-Unis, qui dépendent des entrées massives de capitaux étrangers pourtant en baisse depuis 2001, ont une décision douloureuse à prendre. Substituer l'épargne nationale à cette épargne étrangère (qui finance en fait le déficit commercial américain, ainsi que la dette des ménages, de l'Etat et du secteur privé) nécessiterait de tailler dans les dépenses publiques et d'augmenter les recettes fiscales de manière significative. Un dollar bon marché permettrait à l'Amérique de réorienter ses achats vers les produits nationaux et stimulerait ses exportations. Aussi douloureuse qu'elle puisse être, cette décision aiderait à endiguer un krach monétaire majeur, elle réduirait également des déséquilibres du commerce extérieur américain et sa dette extérieure, et remettrait l'économie américaine sur le chemin d'une croissance durable. Mais l'Amérique paraît engagée dans une voie totalement différente.

En plus de la baisse des impôts et des taux d'intérêt, les Etats-Unis ont choisi d'accroître les dépenses militaires tout en cherchant à recourir à l'usage de leur armement dans divers points du globe. Cette question est particulièrement délicate, car le séisme géopolitique provoqué par l'escalade militaire et les interventions armées extérieures - quelle qu'en soit la justification - pourrait suffire à troubler les marchés mondiaux et allumer la mèche de la « bombe de la dette » internationale (en décourageant le commerce international, provoquant ainsi la chute du dollar et déclenchant une vague de fluctuations erratiques des taux de change).

L'impact négatif des dépenses militaires

La Commission Brandt, présidée par Willy Brandt, a mis en garde contre la croissance économique par la course aux armements, du fait qu'à long terme, les dépenses militaires ne représentent pas un substitut approprié à la demande réelle. « *Les dépenses militaires constituent l'une des racines du problème économique mondial plutôt que sa solution*, a déclaré W. Brandt. *Pour un niveau de dépenses publiques donné, plus grande est la proportion dédiée à l'armement, moins il y a de création d'emplois. Les dépenses publiques militaires sont celles qui produisent l'inflation la plus élevée. L'argument du bénéfice technologique qui est avancé est fallacieux ; le progrès technologique peut bénéficier d'une promotion directe par l'entremise d'une économie plus développée.* » [CC, 43]

Parallèlement, la Commission Brandt a observé que les achats d'armement par les pays en développement pour leur sécurité s'est avéré économiquement déstabilisant : « *Les importations massives d'armement nécessitent une infrastructure appropriée, et elles absorbent une main d'œuvre rare et des devises nécessaires pour la maintenance, ce qui accroît le poids de la dette.* » [N-S, 121-22]

De nombreux économistes s'accordent désormais à dire qu'une dette impossible à rembourser génère une instabilité sociale, politique et économique à l'échelle mondiale, plus que tout autre facteur. Des politiques de crédit excessivement strictes affectent principalement les pays en voie de développement qui disposent des ressources les plus maigres mais des besoins les plus grands, et qui doivent pourtant emprunter et rembourser au taux du marché. Le prêt n'est pas le problème en soi ; il résulte de sa mise en œuvre. « *La dette est issue de l'emprunt*, a déclaré la Commission Brandt, *et celle des pays sous-développés ne devrait pas être considérée comme particulièrement indésirable. Elle n'est pas souhaitable lorsque le capital emprunté n'est pas employé de manière adéquate pour renforcer la capacité de production ou lorsque les termes de l'emprunt ne sont pas en rapport avec la capacité de remboursement de l'emprunteur, et que les prêteurs continuent de prêter.* » [CC, 45]

Les pays pauvres ont besoin de crédits pour leur développement et le capital international est toujours en quête de projets à financer. Cela ressemble à un mariage parfait. Mais depuis que le monétarisme est devenu le système économique dominant en 1971 (lorsque les Etats-Unis ont mis un terme au système de parité avec l'or, permettant aux devises de flotter par rapport au dollar, et inaugurant ainsi une ère de dérégulation monétaire, financière et commerciale), le volume monétaire et du crédit international a augmenté de près de 2 000 %, laissant les pays en développements sans défense face aux récessions cycliques de l'investissement et de la production mondiale. En tirant les salaires vers le bas, en produisant du chômage et en accroissant les déficits publics, les politiques monétaristes sont à l'origine des bulles du crédit et des effondrements qui entravent la capacité productive mondiale, réduisent les dépenses et entraînent une croissance de la dette supérieure à celle des exportations.

Du fait que les prêteurs craignent que les pays pauvres n'honorent pas leurs remboursements, et parce qu'ils jouissent de meilleures sources de profits ailleurs, les prêts aux régions en développements ont ralenti au cours des années passées. Avec des prêts internationaux que l'on destine aux marchés des

capitaux présentant des taux d'intérêt compétitifs, plutôt qu'aux projets de développement et de coopération selon des termes moins rigoureux, cette énorme manne de capitaux et de crédits ne parvient pas jusqu'aux mains des habitants des villages reculés et des bidonvilles surpeuplés, qui survivent dans des conditions de pauvreté extrême, et sont impuissants à créer des sociétés prospères sans cette aide. Si le dollar vient à s'effondrer, les pays en développement subissent une chute catastrophique des revenus de leurs exportations (du fait que les pays riches plongent dans la récession et que le commerce mondial se contracte), ainsi qu'une montée brutale des taux d'intérêt (les investisseurs étrangers retirent leur capitaux et le coût de l'emprunt augmente).

En 1980, la Commission Brandt a annoncé un « *programme international d'action qui apporterait simultanément un soutien au tiers monde et soulagerait les difficultés économiques des pays industrialisés. Fondamentalement, nous avons besoin d'un programme de mesures qui permette de générer une demande soutenue et de promouvoir une expansion du commerce mondial. De telles mesures seraient utiles afin que le tiers monde ne soit pas contaminé par la déflation, les déséquilibres de la balance des paiements et le défaut de remboursement de la dette.* » [N-S, 240-241]

Sans un programme macroéconomique international pour s'attaquer à ces trois faiblesses - déflation, déséquilibres macroéconomiques et difficultés de remboursement de la dette - ces dernières ne manqueront pas de se propager à toute l'économie mondiale, comme la Commission Brandt l'a prédit. Non seulement le volume de la dette internationale a explosé au cours des vingt dernières années, mais le problème du remboursement de cette dette se traduit par un déclin des prix et une croissance léthargique du commerce mondial, un effondrement du crédit et des crédits au développement, ainsi qu'un manque de dispositifs de sécurité financière pour protéger la population mondiale d'une crise majeure de la dette.

Les propositions Brandt

Une intervention internationale est nécessaire afin de désamorcer cette « bombe de la dette » et de créer un système de crédit international stable pour gérer la demande globale et stimuler l'économie mondiale. Le programme de crédit proposé par la Commission Brandt est simple :

- annuler la dette des pays les plus pauvres et réduire la dette des autres nations sous-développées ;

- étendre l'utilisation des Droits de tirage spéciaux du FMI, en tant qu'actifs de réserve internationaux permettant de faciliter le remboursement de la dette et de financer les programmes de développement dans les pays du tiers monde ;

- autoriser les contrôles des capitaux (restrictions nationales sur les sorties de devises) afin de stabiliser la distribution du crédit international ;

- créer une banque centrale mondiale qui régule les institutions financières, contrôle l'émission monétaire internationale, ajuste les déséquilibres de la dette et du commerce et serve de prêteur international en dernier ressort ;

- mettre un terme aux subventions et aux taxes douanières nationales, afin que les pays en développement puissent réduire leur dépendance à l'exportation pour financer la dette, devenir autosuffisants et pouvoir commercer à égalité avec les pays développés ;

- augmenter les salaires et le pouvoir d'achat, dans les pays sous-développés principalement, afin d'accroître la demande mondiale.

Non seulement ces mesures sauveraient les pays en développement d'une pauvreté qui les mine et d'une dette impossible à rembourser, mais elles assureraient une stabilité économique à long terme aux pays riches. De surcroît, un système mondial fort et fiable restaurerait la confiance dans l'économie mondiale et prémunirait d'un désordre général que ne manquerait pas de provoquer l'explosion de la « bombe de la dette », la chute du système économique monétariste et les tentatives d'exploitation du vide social et financier qui en résulterait, à travers les insurrections ou l'action policière.

« *Chaque nouveau prêt du marché, émis par une banque commerciale, un gouvernement ou le FMI, peut aider à alléger la crise immédiate, mais ne fera qu'augmenter à terme l'endettement de ces pays, a estimé la Commission Brandt. Seul un rétablissement majeur de l'économie mondiale, associé à des mesures d'allègement du fardeau du service de la dette, assainirait la situation. Des mesures prolongées et excessives qui contraignent au paiement de la dette peuvent en fin de compte s'avérer contre-productives, provoquant des soulèvements sociaux, imposant aux gouvernements une pression trop forte, au risque de déclencher le chaos.* » [CC, 39-40]

« *La guerre est perçue comme un conflit militaire, une annihilation. Mais le monde prend conscience*

d'un risque aussi grave de chaos - qui résulterait de la faim, d'un désastre économique et écologique, et du terrorisme. Nous ne devrions pas penser uniquement à réduire les menaces qui pèsent sur la paix, mais au besoin de s'éloigner du chaos pour retrouver un peu d'ordre. » [N-S, 13]

Nord-Sud : un programme pour la survie.

CC : Crise commune : la coopération Nord-Sud pour la reconstruction du monde.

Remerciements à MIT Press pour leur permission d'utiliser les extraits des ouvrages *Nord-Sud* et *Crise*

commune.

Pour plus d'infos : www.brandt21forum.info

Auteur : James Bernard Quilligan, diplômé en science politique et communication. De 1980 à 1987, il a été directeur de la Commission de recherche Brandt, un organisme public de la Commission indépendante de développement international

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()